

L'Ukraine à la veille de l'élection présidentielle du 25 mai 2014

Conférence-débat avec Dominique Arel, Alexandra Goujon et Georges Mink, présidée par Dominique Colas au CERI-SciencesPo.

Depuis novembre 2013, des manifestations ont secoué une Ukraine tiraillée entre l'Europe et la Russie. Elles ont conduit à la destitution du Président Viktor Ianoukovitch le 22 février 2014. Le même jour, l'ex-Premier ministre et opposante Ioulia Timochenko a été libérée de prison et le Parlement a décidé de la tenue d'élections anticipées le 25 mai. Dès lors, Olexandre Tourtchinov, Président par intérim, et le gouvernement d'Arseni Iatseniouk, nouveaux principaux acteurs du jeu politique, ont dû faire face tant à la pression extérieure qu'à la division des Ukrainiens. Alors que la Crimée a été annexée et qu'une insurrection pro-russe gronde dans l'Est et le Sud du pays, les autorités et les citoyens doivent songer aux élections, cruciales pour redonner toute sa légitimité au pouvoir central.

Contexte et question régionale

Une région, d'abord, est le théâtre d'une rébellion armée depuis un mois. C'est le Donbass, à l'extrémité Est du pays. Bassin houiller frontalier de la Russie, c'est une région importante économiquement et culturellement.

Des groupes armés souvent non-identifiés ont pris d'assaut des bâtiments gouvernementaux tels que ceux de l'administration régionale à Donetsk ou des services de sécurité à Louhansk. Le 7 avril, Donetsk a fait sécession et proclamé une « République populaire de Donetsk », bientôt imité par Louhansk. L'armée ukrainienne a lancé l'assaut sur la ville de Sloviansk (oblast de Donetsk), mais les résultats ont jusqu'alors été peu probants.

Si les violences sont particulièrement relayées par les médias, le premier niveau d'affrontement demeure celui des mots. Le terme de « terroriste » est surtout utilisé par les pro-ukrainiens, alors que les pro-russes lui préfèrent celui de « fasciste » pour désigner les fidèles au pouvoir central. Ces mots « trompeurs et désastreux » sont vecteurs d'une propagande des deux parties, car de même que Kiev doit légitimer son action, le soutien populaire est indispensable à au maintien de l'insurrection. En effet, bien que les puissances extérieures jouent un rôle (armes russes) la majorité des rebelles sont bien Ukrainiens. Surtout, ils sont de parfaits inconnus et doivent gagner la confiance et l'appui du peuple. Avant la chute de Ianoukovitch, les nationalistes russes étaient réprimés et les groupuscules tels que la branche du parti russe d'unité nationale ne formaient qu'un noyau dur au sein duquel tout le monde se connaissait.

Alors, quel soutien populaire à l'insurrection ?

Le taux de participation au référendum en Crimée a été de 30% seulement, et trois fois moins de bureaux de vote que de coutume ont été ouverts. Mais il semble difficile de juger de l'appui populaire sur ces seuls taux de participation, tout comme les résultats du référendum peuvent susciter des doutes. Il est cependant clair que les

apparences sont à un Est de l'Ukraine en faveur des forces pro-russes : alors que les prises de bâtiments officiels n'ont jamais été contestées, les forces gouvernementales sont attaquées. L'explication est peut être la suivante : la majorité restant chez elle laisse la scène à la minorité active, celle qui soutient les insurgés.

Et quel soutien à Kiev ?

La division Est-Ouest est telle en Ukraine que le pouvoir est souvent perçu comme dominé par une région au détriment d'une autre. Sous Ianoukovitch, issu de Donetsk, c'était l'Ouest et les envies de rapprochement avec l'Europe qui étaient contrariés. Avec le gouvernement de Iatseniouk, qui provient majoritairement de l'Ouest, c'est l'Est qui se sent délaissé.

Le gouvernement issu de Maïdan est globalement considéré comme illégitime dans l'Est. C'est à la fois un symptôme et un facteur de troubles : le rejet massif des autorités explique le comportement des forces de sécurité, leur tendance au laisser-faire.

Un pays clivé

Tout cela pose la question de savoir avec qui dialoguer à l'Est : le Parti des Régions (centre-droit, pro-russe et régionaliste), autrefois dirigé par Ianoukovitch, est en difficulté, divisé. Il faut se tourner vers des élites comme l'oligarque Akhmetov, natif de Donetsk.

Mais le seul besoin d'un représentant pour instaurer le dialogue avec l'Est montre bien le clivage qui traverse le pays. Un clivage exploité par la Russie.

La question régionale au cœur de la stratégie russe ?

Devant les désirs d'indépendance (sinon de rattachement à la Russie) de certaines régions de l'Est, la Russie a présenté la « fédéralisation » comme seul moyen de surmonter les divisions. C'est un mot qu'il faut préciser. Il s'agirait d'affaiblir Kiev en augmentant le pouvoir des régions d'un droit de veto sur les grandes questions de politique intérieure, voire étrangères. Ce pourrait être les prémices d'une désintégration du pays.

Ainsi, il faut distinguer ce terme de celui de « décentralisation » utilisé par le gouvernement ukrainien dans une volonté de changer les rapports entre la capitale et les régions. Il ne s'agit dans ce cas que de partage et de délégation, en un mot de fédéralisation sans représentation !

Les enjeux de l'élection

Le Président sera élu pour cinq ans, au suffrage universel direct.

En 2004, la Constitution de 1996 a été modifiée pour réduire les pouvoirs du Président au profit du Parlement. Ainsi, il ne nommera pas le Premier ministre.

La légitimité du Président élu se jouera au nombre de bureaux de vote mis à la disposition des électeurs et au taux de participation : 84 % des Ukrainiens prévoient de voter (95% à l'Ouest et 67% à l'Est).

Qui sont les candidats ?

La compétition politique est caractérisée par une mise à l'écart surprenante de certains acteurs de Maïdan tels que Ioulia Timoshenko et Arseni Iatseniouk, le parti Svoboda (Liberté) qui a 38 députés au Parlement, et Vitali Klitschko, dont le parti, Alliance démocratique ukrainienne pour la réforme, compte 40 députés au Parlement. Au moment des manifestations, ils ont été la cible de critiques, car accusés de faire partie du « système ».

Vitali Klitschko a renoncé à la présidentielle alors qu'il était crédité de 10 à 15% d'intentions de vote, ce qui est plus que les sondages n'en accordent à l'égérie de la révolution orange (2004) Ioulia Timochenko (environ 10%).

Le candidat le plus sérieux semble être Petro Porochenko avec plus de 30%. Homme d'affaires, ancien ministre des affaires étrangères et député sans affiliation, il s'est illustré sur Maïdan en tant que médiateur entre les manifestants et les forces de l'ordre. Il détient la chaîne de télévision Canal 5 qui a joué un rôle important lors de la révolution orange. Porochenko a déjà rencontré plusieurs chefs d'Etats étrangers et construit un programme avec notamment des promesses de lutte contre la corruption.

Le Parti des régions est affaibli à la suite d'un congrès conflictuel le 29 mars. En miettes, il compte plusieurs candidats à la présidentielle, dont le plus sérieux, Mikhaïl Dobkine, ne suscite que 4% des intentions de vote. La position du Parti des régions est par ailleurs ambiguë : il ne soutient pas les séparatistes et défend l'idée d'une Ukraine unie, sans cesser de critiquer le pouvoir central.

Enfin, Svoboda, parti d'extrême-droite nationaliste, ne recueille qu'1% des intentions de votes, tout comme le groupe paramilitaire Pravy Sektor (Secteur Droit).

Une présidentielle déséquilibrée

Les sondages montrent bien un déséquilibre sans précédent en Ukraine depuis 1991 avec des candidats issus en grande majorité de l'ancienne opposition et pro-européens. Surtout, un second tour entre Timoshenko et Porochenko, particulièrement proches sur l'échiquier politique ukrainien, est probable.

Ce déséquilibre et l'apparente homogénéité des candidats (du moins des favoris) n'empêchent cependant pas la campagne d'être particulièrement clivée, notamment sur la question séparatiste.

Ainsi, le Président ne représentera qu'une partie des Ukrainiens, et le problème sera d'autant plus grave que le scrutin à l'Est sera sans doute perturbé par les violences que connaît la région. En effet, la Commission électorale s'inquiète de l'impossibilité d'assurer l'organisation et la sécurisation du vote dans les régions de Donetsk et Louhansk.

Enfin, si tous les candidats en tête sont des opposants au Président déchu, aucun d'entre eux ne représente le renouveau politique qu'espéraient les acteurs de Maïdan.

Actions et réactions extérieures

Depuis quelques mois, tous les regards se sont portés sur l'Ukraine. Non seulement parce qu'une crise débutait à l'intérieur du pays, mais aussi parce que celle-ci impliquait plus ou moins directement des puissances extérieures.

Premier acteur, l'Europe :

D'abord, c'est la suspension inattendue par Kiev des négociations sur un accord d'association avec l'Union Européenne qui provoque les premières manifestations. Certes, la crise économique et la dérive autoritaire du pouvoir ont leur part de responsabilité dans le déclenchement de la vague de colère, mais une partie des Ukrainiens avaient placé beaucoup d'espoir dans un rapprochement avec l'UE, et a vécu la volte-face de Ianoukovitch comme une trahison.

Depuis que les tensions se sont déplacées à l'Est de l'Ukraine, et bien que l'UE et le gouvernement d'Iatseniouk aient finalement signé le volet politique de l'accord d'association, l'Europe s'est montrée assez absente, faisant preuve de sa division et de la primauté des intérêts nationaux sur les valeurs de l'Union. Certes, elle a lancé des sanctions contre Moscou, mais elle s'est montrée beaucoup plus prudente que les Etats-Unis pour préserver ses intérêts économiques et respecter le cadre légal européen.

Second acteur, la Russie :

Bien que les intentions du Kremlin soient incertaines, il est clair que la Russie réproouve les élections du 25 mai. Ceci pour deux raisons :

-d'une part, les chances qu'un Président pro-européen soit élu sont grandes, et Moscou a toujours regardé d'un mauvais œil les rapprochements entre l'Ukraine et l'UE. Simplement parce qu'un rapprochement de l'Ouest signifie un éloignement de l'Est, et que la Russie a tout intérêt à conserver une influence sur l'Ukraine. D'ailleurs, depuis le début de la crise, elle a agi par étapes, montrant sa détermination à sécuriser des points stratégiques tels que la Crimée. En effet, l'annexion a permis d'empêcher l'entrée du territoire en zone OTAN et de récupérer la flotte russe en mer Noire.

-d'autre part, l'élection présidentielle, quelle qu'en soit l'issue, pourrait bien légitimer le pouvoir central, ce que Poutine veut absolument éviter. Cela serait renoncer à la « fédéralisation » et donc, en pratique, à l'influence russe sur les régions de l'Est ukrainien.

Diane COSSON, TS2